

D O C U M E N T S

# Enquêtes Louis-Harris 1995



**Denoël**

**D. CHAGNOLLAUD & Ph. MÉCHET**

Comprendre les tendances de l'actualité sans renoncer à une analyse en profondeur et à l'apport du temps long de l'Histoire, mettre à jour le sens des bouleversements contemporains sans que l'humour perde ses droits : telle est la démarche de cet ouvrage qui à l'hégémonie du tout politique ou à la contrainte d'une thématique centrale, substitue un regard panoramique plus à même d'éclairer une époque troublée, un monde en complexification accélérée.

Les Français sont-ils dépressifs ? Corrompus ? Antisémites ? Esclaves du téléphone ? Les journalistes : manipulés, manipulateurs ? Les consommateurs, transis ? Le keynésianisme, fini ? Qui se porte le moins mal, de l'UDF, des Tories britanniques, du PSOE espagnol ou de Berlusconi ? Où l'espoir semble-t-il le plus dérisoire, entre Bosnie, Afrique noire et Algérie ?

À ces questions et à bien d'autres, des spécialistes venus de la politique, de l'entreprise, de l'université, et des analystes de l'institut Louis-Harris tentent d'apporter éléments de réponse et pistes d'interprétation. Ils s'appuient sur des sondages et enquêtes d'opinion qu'ils mettent en perspective, n'hésitent pas à remettre en cause et enrichissent de leur compétence personnelle.

Ont notamment participé à la rédaction de cet ouvrage : Nicolas Baverez, Dominique Chagnollaud, Jacques Cotta, Philippe Méchet, Pierre Moscovici, Gilles Paris, Sherlock Holmes, Jean Tibéri, Jean Tulard, Robert Waller, Pierre Weill.

Collection DOCUMENTS  
dirigée par Dominique Chagnollaud

Illustration de couverture :  
Faiez Taarit - B & C



B 24339.5 2.95  
ISBN 2.207.24339.7  
100 FF TTC

D O C U M E N T S

# Enquêtes Louis-Harris 1995

L'OPINION DANS TOUS SES ÉTATS

Sous la direction de

Dominique Chagnollaud

Philippe Méchet

Denoël

Collection dirigée  
par Dominique Chagnollaud



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du « photocopillage ».

Le code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Cette pratique qui s'est généralisée, notamment dans les établissements d'enseignement, provoque une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que la reproduction et la vente sans autorisation, ainsi que le recel, sont passibles de poursuites. Les demandes d'autorisation de photocopier doivent être adressées à l'éditeur ou au C.F.C., Centre français d'exploitation du droit de copie: 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Tél.: 43 26 95 35.

© by Éditions Denoël, 1995  
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris  
ISBN 2.207.24339.7  
B 24339.5

se vivre. Dès lors, se multiplient les échanges, la confrontation des différences, l'apprentissage des complémentarités, la découverte de racines communes et, finalement, le « vivre ensemble ». L'école est donc devenue le creuset des futurs citoyens européens, ce qui laisse entrevoir, par-delà le constat négatif dressé jusqu'ici, des perspectives meilleures pour l'avenir.

*La citoyenneté européenne demeure l'apanage d'une minorité*

En définitive, il m'apparaît donc que la citoyenneté européenne demeure l'apanage d'une minorité apte à dépasser les préjugés et à assumer le lourd héritage de l'histoire de nos peuples, et consciente de ce que l'unité profite davantage au plus grand nombre que la simple coexistence.

Cette minorité n'a pas su, ni pu, faire partager cette conscience européenne, faute de message clair, faute aussi de relais dans l'opinion publique, par déficit d'appel à la participation de chacun.

*Pour l'avenir, une Europe débarrassée de ses frontières culturelles et toujours respectueuse des spécificités de chacun*

Gageons pourtant, sans excès de naïveté, que la génération à venir saura mieux vivre dans une Europe débarrassée de ses frontières culturelles et toujours respectueuses des spécificités de chacun. Il n'aura fallu, finalement, que quelques décennies pour y parvenir. C'est court, dans l'histoire des peuples.

La manifestation de rue,  
nouvel objet des études d'opinions

par Olivier Fillieule \*  
et Jérôme Sainte-Marie \*\*

La dernière décennie, à rebours des discours désormais dominants sur la « modernisation » de la vie politique, a été marquée par la persistance d'un mode de participation politique réputé particulièrement « archaïque » ; la manifestation de rue. Cette période, symboliquement bornée par la manifestation des zéloteurs de l'école privée à Versailles en 1984 et celle dirigée contre la loi Bayrou dix ans plus tard, a montré avec force à quel point l'irruption de réponses collectives aux situations de crise et de tension doit être placée au centre de toute gestion politique et de toute analyse des processus de contrôle social et de changement. Il reste qu'en France, malgré l'ampleur et le nombre des manifestations – pas moins de 10 000 par an, soit près de trente par jour en moyenne ! – les recherches sont demeurées jusqu'à ces dernières années fort rares. Hormis certaines catégories sociales, comme les agriculteurs ou les petits commerçants, les travaux de référence dont on pouvait disposer dans ce domaine étaient presque toujours étrangers. De ce fait, malgré leur impact politique potentiellement élevé, les sondages en cours de manifestation ne figuraient pas encore dans la gamme pourtant très diversifiée des études d'opinion en France.

La multiplication des travaux de recherche et des publications consacrés aux manifestations de rue, ainsi que l'ambition d'établir scientifiquement la faisabilité de ce type d'enquête en amont de son introduction dans l'univers des études d'opinion, ont rendu possible la mise au point d'un projet d'enquêtes par sondage dans le cours des manifestations<sup>1</sup>. Trois enquêtes ont été conduites lors du premier

\* Docteur en science politique.

\*\* Responsable du département Opinion de Louis-Harris France.

semestre 1994 : la manifestation « antiraciste » du 5 février, le défilé organisé par la C.G.T. sur le thème de l'emploi le 12 mars et la manifestation parisienne qui a mis fin à la marche des chômeurs à l'appel des comités Agir ensemble contre le chômage et l'exclusion, le 28 mai.

L'utilisation des techniques de l'enquête par sondage dans les manifestations présente un caractère paradoxal et novateur. Paradoxal d'abord, dans la mesure où l'on a recours à une technique par définition individualiste pour aborder un phénomène collectif ; novateur ensuite, dans la mesure où il s'agit là d'une des premières expériences du genre. En effet, à notre connaissance, seulement trois autres expériences ont été menées à ce jour, dans des conditions un peu différentes : la première lors d'une manifestation antinucléaire à Washington D.C. le 6 mai 1979, la seconde lors d'une manifestation dirigée contre Mme Thatcher à Sheffield en avril 1983, et la dernière, simultanément à notre projet, lors de la manifestation pour la défense de l'école laïque le 16 janvier 1994.

#### *Reconstituer les chemins individuels de la mobilisation collective*

Si la manifestation comme phénomène commence à être relativement bien connue par les sociologues, l'activisme individuel et ses évolutions dans le cours de l'action demeurent fort peu étudiés. Cela tient en partie à ce que les instruments classiques d'analyse des comportements individuels sont inadaptés à la mesure des comportements protestataires effectifs. Les enquêtes par sondages, outils privilégiés des travaux sur la participation, se contentent généralement de mesurer la propension du recours à tel ou tel mode d'action au sein d'une population donnée, ce qui est bien autre chose que la mesure des comportements politiques réels. En prenant l'individu, le manifestant, comme unité d'analyse, les enquêtes dans les manifestations permettent de tenir compte de la spécificité d'une action collective qu'on ne saurait réduire à des « dispositions à l'action » ou à des « opinions favorables » à tel ou tel mode d'action.

Dans cette perspective, les sondages dans les manifestations doivent permettre d'apporter des réponses renouvelées à l'une des questions centrales de la sociologie des mobilisations collectives : selon quelle logique des individus en viennent-ils à se réunir, puis à s'unir pour la défense d'un projet revendicatif commun ? Cette question générique en appelle deux autres : comment les motivations individuelles à participer se forment-elles, et comment passe-t-on de la motivation à la participation effective ? L'action collective a en effet toutes les chances

d'être coûteuse, à la fois parce que les bénéfices escomptés ne sont jamais assurés, et parce que les manifestations s'accompagnent de risques matériels non négligeables. Comment s'effectue ensuite le passage de la mobilisation individuelle à la mobilisation collective ? Autrement dit, comment les volontés et les actes individuels s'agrègent-ils ? Par quels moyens les organisations s'assurent-elles la coopération des participants au mouvement (par les interactions de face à face, par des techniques de communication, par la propagande) ?

En fonction de ces interrogations, l'analyse s'articule autour de trois axes. En premier lieu, les sondages dans les manifestations, à condition bien entendu qu'on les multiplie, permettent de déterminer le rapport entre les caractéristiques de ceux qui manifestent effectivement, de ceux qui se déclarent « prêts à manifester » et de la population globale.

En second lieu, en interrogeant des manifestants, on se met en position de reconstruire le processus par lequel des individus en viennent à participer effectivement. On peut chercher à comprendre les modalités du passage de l'accord sur les revendications à l'action, en fonction notamment de l'étendue des barrières à la participation subjectivement perçues et des réseaux d'information et/ou de recrutement par lesquels on se trouve sollicité. Sur ce point, il apparaît particulièrement intéressant de savoir si les manifestants se sont rendus seuls ou en groupe à la manifestation, si des points de rendez-vous ont été fixés à l'avance, etc. On peut encore explorer les logiques groupales à l'œuvre au sein d'un défilé de rue en cherchant à savoir comment les individus justifient leur présence (en fonction d'appartenances organisationnelles, par souci de défendre une cause, etc.). Toutes ces questions doivent permettre de déboucher sur une caractérisation qui échappe à ce stéréotype journalistique et policier qui fait du manifestant un individu suggestible perdu dans une foule atomisée.

Enfin, nos enquêtes permettent d'apporter une réponse à la question périodiquement agitée selon laquelle la participation aux mouvements de protestation serait marquée par une extrême fluidité, les individus s'engageant et se désengageant en fonction des contextes. Il en résulterait un net rejet des organisations (partis et syndicats), le développement de manifestations « spontanées » et, bien sûr, de la violence.

Or les sondages dans les manifestations permettent d'explorer ces axes en s'assurant notamment de la représentativité des organisateurs, c'est-à-dire en l'occurrence de leur capacité à susciter l'adhésion des personnes présentes, de la « base », tant au regard de leur présence physique (carré de tête, prises de parole, sons, banderoles, tracts, etc.) que de leur légitimité à diriger le sens de l'action (itinéraires et changements d'itinéraires, délégations, dispersion, résistance, etc.). Outre leur

intérêt intrinsèque, ces questions fournissent également un cadre d'interprétation adéquat pour l'analyse des résultats de toute autre manifestation ultérieure.

#### *Une méthode novatrice*

Dans la mesure où tout sondage suppose que l'on procède selon une méthode qui garantisse la représentativité finale de l'échantillon étudié par rapport à la population de référence, la conception même d'un sondage en cours de manifestation rencontre suffisamment d'obstacles techniques pour avoir longtemps découragé ce type d'étude quantitative : imprévisibilité de l'événement sur l'ensemble de son déroulement, difficulté à concevoir un questionnaire adapté à la situation du manifestant, caractère irrégulier du flux de manifestants tout au long du cortège, pour n'en citer que les principaux.

Tout d'abord, il faut de toute évidence renoncer à la méthode pratiquée habituellement par les instituts pour les études grand public, celle de la construction d'un échantillon par quotas, puisque nul ne dispose de données précises sur la composition des défilés. La technique retenue ne peut donc qu'emprunter aux procédés probabilistes, en tenant compte de ce que la distribution spatiale et temporelle des personnes n'est pas aléatoire : la plupart des individus manifestent sous une banderole, en fonction d'appartenances diverses, selon un ordre plus ou moins prédéterminé par les organisateurs, alors que d'autres manifestants « nomadisent », passant d'un groupe à l'autre, du corps du défilé à ses marges.

L'importance des distributions spatiales nous a conduit logiquement à considérer que la méthode d'administration devait s'appliquer de manière différente selon que l'on considérerait les manifestants sur les lieux de rassemblement ou dans le cours du défilé. Mais dans les deux cas, l'objectif technique se résume à ce que chacun des participants à la manifestation étudiée ait une chance égale de faire partie de l'échantillon interrogé.

Dans la première phase, les participants se regroupent sur un ou plusieurs points de rendez-vous fixés par les organisateurs et qu'il est généralement possible de connaître plusieurs jours à l'avance<sup>2</sup>. Dans le laps de temps borné par l'heure fixée par les organisateurs pour le début de la manifestation et le démarrage effectif du cortège, la disponibilité relative des manifestants rend l'administration du questionnaire possible – et même, au vu de notre expérience, aisée. Dans la perspective ouverte par certains travaux réalisés aux États-Unis dans les années

1970<sup>3</sup>, la méthode retenue consiste en la division du lieu du rassemblement en zones, puis, à l'intérieur de ces zones, en la fixation d'un itinéraire et d'un « pas ». En évitant tout « effet de grappe », environ cent questionnaires d'une durée approximative de dix minutes ont pu, lors de chacune des trois vagues d'enquête, être correctement remplis par la vingtaine d'enquêteurs de l'Institut Louis-Harris. La prise en note systématique de l'emplacement de l'interview et de son environnement manifestant (intitulé de la banderole la plus proche), a permis de valider la bonne dispersion des interviews réalisées, en relation avec le travail d'observation ethnographique réalisé dans le même temps par des étudiants en 3<sup>e</sup> cycle de l'I.E.P. de Paris.

Par rapport à cette première phase, pour laquelle nous avons emprunté à la méthode « aréolaire » fréquemment utilisée aux États-Unis pour les sondages aléatoires, le dispositif mis en place pour la réalisation des interviews en cours de cortège consiste plus classiquement en la sélection strictement aléatoire des manifestants, à partir de deux points fixes placés le long du cortège, et correspondant approximativement au premier et au second tiers du trajet prévu pour la manifestation. La sélection des manifestants interrogés se fait au moyen d'un système de « pas » géré directement par les chefs d'équipes, au fur et à mesure du déroulement du défilé. Cette méthode simple permet de s'adapter rapidement à des circonstances changeantes. Ainsi, lors de la manifestation antiraciste du 5 février 1994, l'itinéraire fut dévié au dernier moment du fait d'une intervention des sapeurs-pompiers sur un incendie dans un immeuble situé au début du parcours initialement prévu. Il a donc fallu redéfinir les deux points de pénétration des enquêteurs dans le défilé. Pour la manifestation du 12 mars, la C.G.T. ayant décidé que deux cortèges se formeraient à partir d'un même point de rassemblement, l'un pour la région parisienne et l'autre pour la province, il s'est avéré nécessaire de scinder en deux les équipes d'enquêteurs. Ces deux exemples soulignent à quel point, quel que soit le raffinement de la méthode retenue, il est difficile de prévoir à l'avance les conditions effectives de réalisation de ce type d'enquête.

#### *Sondage et manifestation : une opposition surmontée*

L'expérience de ces trois vagues d'enquêtes confirme la faisabilité globale de ce type d'enquêtes, dans de bonnes conditions de représentativité de l'échantillon interrogé, mais signale également quelques limites.

Tout d'abord, la qualité de l'accueil des questionnaires par les interviewés, très satisfaisante lors de nos enquêtes<sup>4</sup>, le serait sans doute

moins pour des manifestations plus conflictuelles. En outre, ce type de sondage suppose un dispositif assez important, qui ne peut être déployé que dans la mesure où certaines données objectives sont connues quelques jours auparavant (heure de rassemblement, trajet précis de la manifestation, ordre de grandeur de la participation). Enfin, en l'état actuel des connaissances, la réalisation d'une étude quantitative rigoureuse au sein d'une manifestation de très grande ampleur (plus de 100 000 personnes) poserait des problèmes d'encadrement des enquêteurs et de gestion du dispositif qui en limiteraient singulièrement l'intérêt scientifique.

Le passage de la simple enquête par questionnaire au sondage proprement dit, dans le cadre de la manifestation, est donc possible, à condition de respecter certaines précautions de méthode qui garantissent la représentativité des réponses obtenues. Cette irruption de l'interview individuelle dans le domaine de l'expression collective qu'est la manifestation risque, cependant, de susciter réticences et malentendus. Dans un de ses plus récents ouvrages de fiction, *Le Palais des rêves*, Ismaïl Kadaré évoque une administration ottomane dont le rôle aurait consisté à « classer et examiner non pas les rêves isolés de certains individus, mais la totalité des songes de l'ensemble des citoyens, sans exception ». Si l'objet de notre étude paraît bien éloigné de cette institution imaginaire, n'y aurait-il pas, chez ceux qui opposent sondage et manifestation, comme la hantise d'une abolition du hasard par le développement des sciences sociales?

#### NOTES

1. Ce projet initié par Pierre Favre, Olivier Fillieule et Nonna Mayer a bénéficié d'un financement conjoint de l'École doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris, du Centre d'études de la vie politique française et de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure. La réalisation des sondages et l'étude qualitative ont été effectuées par l'Institut Louis-Harris. Les résultats détaillés de ces études doivent faire l'objet d'une publication courant 1995.

2. Pour chacune des trois manifestations de cette étude, nous avons bénéficié au préalable de renseignements fournis par la Préfecture de police de Paris, sur le trajet et le nombre de manifestants attendus.

3. Voir notamment John Seidler, Katherine Meyer et Lois Mac Gillivray, « Collecting data on crowds and rallies: a new method of stationary sampling », *Social Forces*, Vol. 55, n° 2, décembre 1976.

4. La réalisation d'une étude qualitative par l'Institut Louis-Harris, sous la forme d'une réunion de groupe d'une dizaine de participants à la manifestation du 5 février 1994, a notamment indiqué l'acceptabilité de la démarche globale de l'enquête par la population concernée.

## Journalistes manipulés, journalistes manipulateurs

*Entretien avec Jacques Cotta et Pascal Martin \**

*Quels sont les principaux acteurs qui tentent aujourd'hui d'exercer une influence sur les journalistes français?*

*Jacques Cotta* : Il existe deux groupes, qui sont apparemment opposés l'un à l'autre. Le premier, traditionnel, historique, ancien, est composé par les acteurs politiques, économiques et sociaux. Le second, plus récent, est constitué par les citoyens qui tentent de maîtriser le contenu de l'information qu'ils reçoivent et d'intervenir sur cette information. En règle générale, ces deux groupes qui tentent d'exercer une influence sur les journalistes français n'ont pas toujours les mêmes intérêts. C'est, pour les journalistes, un moyen de se repérer, de confronter les points de vue, de dégager une ligne et d'accomplir leur travail en tentant de maintenir leur impartialité et leur objectivité.

*Pascal Martin* : La nouveauté dans ce domaine, c'est que loin d'être complètement inorganisés, les citoyens, de plus en plus, préparent leur affaire. C'est-à-dire que plutôt que de venir vous voir en vous disant, par exemple, « il y a eu un scandale à tel endroit, on essaie de porter atteinte à notre patrimoine ou à notre lieu de vie, etc. », ils viennent aujourd'hui de façon très organisée, c'est-à-dire carrément avec une sorte de « plan de bataille » médiatique préétabli : on va voir les gens de la télévision, on leur apporte un certain nombre de pièces qui sont convaincantes et qui prouvent que l'on a raison. C'est un moyen de pression énorme.

\* Grands reporters à France 2 et Sept d'Or 1993 du meilleur reportage.